

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

BOREL

E. MICHEL

Compte rendu du congrès d'agriculture du 30 juin au 3 juillet 1919

Journal de la société statistique de Paris, tome 60 (1919), p. 352-356

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1919__60__352_0

© Société de statistique de Paris, 1919, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/legal.php>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II

COMPTE RENDU

DU

CONGRÈS D'AGRICULTURE DU 30 JUIN AU 3 JUILLET 1919

Sur les 20.210.000 personnes qui constituaient en 1911 la population active (armée non comprise) du pays, on comptait : 8.517.000 agriculteurs (5.279.000 du sexe masculin et 3.238.000 du sexe féminin), comprenant :

	Sexe masculin	Sexe féminin	Ensemble
Patrons	2.872.935	2.346.529	5.219.464
Ouvriers	2.406.540	891.226	3.297.766

Dans ces chiffres, figurent les femmes des ouvriers agricoles et aussi les femmes de cultivateurs, ce qui fausse forcément les données, car toutes ne sont pas employées aux travaux agricoles, et l'enquête du ministère de l'Agriculture de 1912 ne faisait ressortir que 2.312.337 ouvriers agricoles des deux sexes, contre celui de 3.297.766 ci-dessus. D'ailleurs, l'enquête de 1892, qui est la seule enquête véritablement complète dont nous disposons, donnait comme population agricole :

2.199.220 propriétaires cultivant exclusivement leurs terres;
 475.778 fermiers également propriétaires;
 123.297 métayers également propriétaires;
 588.950 journaliers également propriétaires;
 585.623 fermiers non propriétaires;
 220.871 métayers non propriétaires;
 621.131 journaliers non propriétaires.

Soit au total : 4.814.870
 auquel il fallait ajouter : 1.832.174 domestiques de ferme,
 16.091 régisseurs.

Soit un total général de : 6.663.135
 (chiffre qui, à l'heure actuelle, a beaucoup diminué, le journalier temporaire tendant de plus en plus à remplacer le domestique).

Des données précédentes et des autres documents de cette enquête, on pouvait donc conclure qu'il existait environ 3.604.789 chefs d'exploitation, chiffre qui doit être encore sensiblement le même, puisqu'en 1918 l'enquête faite par le ministère du Ravitaillement (contrôle des stocks de céréales) révélait environ 2.800.000 exploitations où l'on cultivait des céréales; la différence, soit environ 800.000, comprenant les propriétés à usage exclusif de jardins, les bois, les exploitations uniquement d'élevage (herbages, pâtures, etc.), et les exploitations à affectations spéciales (vignes, vergers, etc.).

Cette même enquête de 1892 donnait comme nombre d'exploitations agricoles :

3.466.347 de plus d'un hectare,
 et 2.235.405 de moins d'un hectare.

Si l'on se base sur l'évaluation des contributions directes de 1908-1912, on constate que, sur les 13.440.226 cotes foncières, il existe :

583.841 cotes afférentes à des propriétés indivises;	
322.612 cotes multiples (moins une);	
5.727.454 cotes afférentes à des propriétaires n'habitant pas la commune,	
soit	6.633.907
	6.806.319

chiffre auquel il y a lieu d'ajouter :

396.877 copropriétaires non imposés personnellement	
et 317.726 propriétaires non imposés à la cote foncière dans la commune	
où ils sont domiciliés, soit	714.603
Ce qui porte le nombre de propriétaires (propriétés non bâties) à . . .	7.520.922

D'après cette même enquête, on constatait :

8.667.906	cotes foncières comprenant	des terres labourables.
4.584.221	— — —	des prés et herbages,
		etc., etc.

On peut donc conclure que la population agricole active se compose de 8 millions à 8.500.000 personnes exploitant 7.500.000 propriétés, représentant environ 3.600.000 exploitations (1) d'une valeur vénale d'avant-guerre supérieure à 70 milliards, c'est-à-dire près du quart de la fortune privée (2).

Sur les 5.279.000 personnes du sexe masculin, M. Brancher, secrétaire général de la Société nationale de protection de la main-d'œuvre agricole, estime que 2.750.486 (3) ont été mobilisées (2.504.632 au service armé et 254.874 dans les services auxiliaires) et que sur ce nombre : 1 million sont tués (4) et 350.000 mutilés assez gravement pour ne plus pouvoir se livrer aux travaux agricoles comme par le passé; ce serait donc un déchet pour l'agriculture d'environ 25 % de sa population masculine, ce qui va certainement créer une crise de la main-d'œuvre.

Cette éventualité a amené le Congrès à examiner de très près cette question et, après avoir envisagé l'immigration de la main-d'œuvre étrangère, il a été forcé d'étudier les questions de rémunération de la main-d'œuvre agricole, de la péréquation des salaires et incidemment des questions d'hygiène, notamment la question du logement ouvrier qui n'a pas été traitée aussi largement qu'on aurait pu l'espérer, car, quoi qu'en pensent certains cultivateurs routiniers, c'est, à notre avis, l'une des principales causes du dépeuplement des campagnes.

Nous avons regretté qu'une péréquation générale des salaires n'ait pas été faite et que les questions des accidents du travail, des retraites ouvrières et paysannes, des assurances agricoles et des coopératives de production et de consommation, aient été traitées dans un esprit trop particulier et encore trop empreint des idées de routine, mais il y a tout lieu de croire que peu à peu le groupe agricole va s'intéresser à toutes ces questions qui, quoi qu'il en pense, sont d'une actualité brûlante. Le bureau permanent de la *Confédération nationale agricole* qui a été créée par ce premier congrès, leur donnera l'essor qu'il convient pour maintenir notre agriculture au niveau social nécessaire pour qu'elle puisse tenir son rang tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Mais il est très regrettable que la base des groupements ne soit pas les régions naturelles, « les pays » et que l'on adopte encore la division par arrondissements et départements.

La production coloniale agricole envisagée avec les besoins de la Métropole, la défense, l'organisation et la représentation professionnelle de l'agriculture ont fait l'objet de vives discussions et d'un grand nombre de vœux qui vont être remis au Gouvernement.

(1) 3.800.000 à 4 millions, en tenant compte des petites propriétés.

(2) Actuellement, la valeur vénale de la propriété rurale est en augmentation très sensible.

(3) Sur un nombre total de 5.768.677 mobilisés.

(4) Nous faisons toutes réserves sur ce chiffre, car d'après les documents officiels, les pertes totales de l'armée française ne s'élèvent qu'à 1.095.221 morts et 270.514 disparus.

La situation du cheptel national a donné également lieu à d'importantes discussions en commission et en séance plénière. Malgré la vive opposition de quelques membres, le Congrès a émis, à une très forte majorité, un vœu favorable au maintien de l'interdiction d'abatage des veaux femelles, prévue par le décret du 14 octobre 1915. Le cheptel bovin a atteint en effet les chiffres suivants :

1840	11.760.000
1918	14.787.000
1917	12.242.000

On voit que quatre années de guerre ont anéanti les progrès réalisés en soixante-dix ans.

La statistique du 30 juin 1918 accuse bien une augmentation de plus d'un million de bovins (1.072.876) sur la statistique précédente (décembre 1917). Mais les deux statistiques ne sont pas comparables. D'une part, en juin 1918, contrairement à tous les errements antérieurs, on a fait état des veaux de boucherie, au nombre de près de 600.000; d'autre part, cette statistique avait pour but avoué de fournir une base à la réquisition des fourrages, tandis que les statistiques précédentes devaient préparer plutôt, aux yeux des agriculteurs, les réquisitions du bétail. D'où deux causes d'erreurs systématiques agissant en sens opposé et s'ajoutant pour augmenter l'écart au profit de la statistique de juin 1918.

Un échange d'idées fort intéressant a eu lieu, sur la question du cheptel, entre agriculteurs de pays envahis et agriculteurs de pays d'élevage. Il en est résulté une conclusion favorable à une entente directe désirée des deux côtés, sans l'intermédiaire de l'Administration, qui paraît s'acquitter fort mal même d'un simple rôle de transmission.

En outre, la situation agricole des régions libérées a été exposée avec une grande autorité par M. R. Gouge, rapporteur général de la Fédération des Associations départementales des sinistrés et a donné l'occasion au Congrès d'une manifestation spontanée de sympathie et d'aide mutuelle de la part des sociétés agricoles représentées. Nul doute que le bien s'en fera ressentir, surtout si, comme il a été décidé à cette section, il est créé des états généraux des régions libérées, avec un haut commissaire, car cette organisation fera tomber toutes les cloisons étanches administratives qui, à l'heure actuelle, entravent l'œuvre de reconstitution.

Comme dans toutes les études de ce genre, il a été fait usage de nombreux documents statistiques, et à la 6^e section, nous avons profité d'une discussion pour rappeler l'utilité des statistiques bien établies et émettre le vœu que les cultivateurs les accueillent plus favorablement; nous leur avons rappelé qu'au cours d'une récente discussion à la Chambre des Députés (23 mai 1919), il avait été demandé au ministère de l'Agriculture de réformer et améliorer ce service :

« Mais ce que vous pouvez, ce que vous devez faire avec la plus grande diligence, c'est de préparer ces bases, de faire établir les statistiques précises... Des décrets ont institué des recensements des principales productions agricoles, dénombrement du bétail, statistique des céréales. Ces opérations peuvent

fournir les données nécessaires, mais elles sont exécutées de la manière la plus défectueuse; de nombreuses communes s'abstiennent de répondre à l'Administration. Or, cette dernière fournit toujours des statistiques complètes. Vous voyez quel degré de confiance méritent ces documents. Eh bien ! si nous voulons établir l'assurance, aussi bien que si nous voulons être éclairés pour le ravitaillement, il faut obtenir des statistiques exactes. A vous de prendre les dispositions indispensables et, dans le cas où votre Administration se reconnaîtrait impuissante, de demander au Parlement les textes nécessaires. »

Maïs, au sourire de nos braves vigneronns du Midi, qui, à ce moment, formaient la majorité des présents, nous avons compris que l'heure n'était pas venue d'insister à fond sur cette question; l'occasion ne manquera pas de se représenter, et peut-être un prochain Congrès, sous l'empire des nécessités et des études, prendra-t-il lui-même à son compte la demande ci-dessus.

Il devient nécessaire de coordonner les enquêtes et les statistiques et il est préférable d'établir soigneusement, à intervalles déterminés, les documents, plutôt que de faire de continuelles enquêtes partielles, comme c'est actuellement l'usage; chaque changement de ministre, chaque étude demandée par les commissions parlementaires, donnent l'occasion à des enquêtes et statistiques établies pour le moment et qui ne peuvent servir ultérieurement à aucune autre étude.

Le Congrès réunissait 491 groupements organisés et 65 membres individuels. En dehors des 36 grands groupements, tels que la Société des Agriculteurs de France, la Société nationale d'Agriculture, l'Union centrale des Agriculteurs, la Ligue pour le retour à la terre, la Ligue du Coin de terre et du Foyer, la Maison et le Travail aux Champs, etc., d'une dizaine de sociétés, comme l'Association de la Presse agricole, les sociétés de réassurances, la Société de Statistique de Paris, l'Union des Sociétés de Crédit immobilier, de sept sociétés coloniales, le surplus comprenant les syndicats, coopératives, caisses régionales et départementales, etc., se répartissait comme suit : environ 58 % au-dessus d'une ligne tracée de Bordeaux à Grenoble et 42 % au-dessous de cette ligne, ce qui permet de voir que toutes les régions de France étaient bien représentées, mais avec une légère prédominance de la région méridionale, c'est-à-dire de la viticulture.

BOREL et E. MICHEL.
